



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 31 décembre 2012
Numéro 248

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Brahimi sonde Damas et Moscou:
Comment a-t-il évité de torpiller
son plan, et qu'a-t-il entendu de la
bouche d'Assad*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Brahimi présente son initiative
pour éviter "l'enfer" syrien. Cessez-
le-feu, gouvernement avec pleins
pouvoirs et élections*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Le lait de Okab pour unifier les
combattants: des dollars et des
"choses que vous n'avez jamais
vues"*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

2013, l'année des échéances

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Massacre à Damas: cinquante
cadavres sans têtes*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Le Liban quitte 2012 en évoquant
le report des législatives*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

La Syrie "risque de se somaliser"...

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

L'année de la peur des réfugiés

L'événement

La Syrie accepte le plan de sortie de crise de Lakhdar Brahimi

Le Liban termine l'année 2012 suspendu à la crise qui secoue la Syrie et qui a vu tomber, cette année, 90% des victimes du conflit. C'est donc vers Damas que tous les regards se dirigeront en 2013. Damas qui a annoncé, ce lundi, accueillir favorablement "toute initiative" de sortie de crise par le dialogue. "Le gouvernement soutient le projet de réconciliation nationale et accueillera favorablement toute initiative régionale ou internationale pour une solution à la crise par le dialogue et des moyens pacifiques et sans ingérence étrangère dans les affaires intérieures syriennes", a affirmé le Premier ministre Waël al-Halaqi. M. Halaqi s'exprimait devant le Parlement dans une allocution retransmise en direct par la télévision d'Etat. Les propos de M. Halaqi interviennent après que l'émissaire international Lakhdar Brahimi eut annoncé avoir un plan de résolution du conflit. Ce plan consiste en "une solution politique basée sur la déclaration de Genève prévoyant un cessez-le-feu, la formation d'un gouvernement avec des prérogatives entières et un plan pour des élections, soit présidentielles soit parlementaires", a dit le diplomate algérien.

Si les détails de ce plan ne sont pas encore parfaitement connus, on sait qu'il ne prévoit pas le départ préalable du président Bachar al-Assad, comme l'exige l'Occident. Mais les Etats-Unis veulent obtenir du président syrien un engagement qu'il ne se représentera pas au terme de son mandat actuel, en 2014. Toutefois, le quotidien As Safir rapporte dans son édition de lundi que le président Assad a informé M. Brahimi qu'il comptait briguer un nouveau mandat. De même que le chef de l'Etat syrien a refusé d'évoquer avec l'émissaire toute idée de restructuration de l'armée syrienne et des services de sécurité, bien qu'il ait accepté d'accorder à un gouvernement d'union nationale de larges prérogatives.

D'ailleurs, le plan adopté le 30 juin à Genève par le Groupe d'action sur la Syrie prévoyait de former un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs mais n'évoquait pas le départ de M. Assad, condition sine qua non posée par l'opposition pour tout "dialogue national".

Le Premier ministre syrien a déclaré que pour son gouvernement, "ce qui se passe en Syrie est une affaire syrienne qui sera résolue par les Syriens eux-mêmes sans pression ni diktat de l'étranger". "La Syrie se dirige vers le moment historique où elle annoncera la victoire sur ses ennemis et se positionnera pour reconstruire un nouvel ordre mondial qui promeut la souveraineté nationale et le concept de droit international", a-t-il ajouté. Sur le terrain, les violences ont encore fait des dizaines de morts et de blessés, alors que les médias syriens ont annoncé une progression de l'armée sur plusieurs fronts et la capture de quatre pilotes de chasse turcs près d'Alep (Voir par ailleurs).

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Le 14 Mars a déjà défini ses trois «non»: pas de report des élections, pas de changement de la loi actuelle et pas de prolongation du mandat du Parlement. En même temps, il affirme qu'il devrait remporter les élections avec plus de 65 sièges sans avoir recours au chef druze Walid Joumblatt. Ce camp ne cache pas sa volonté de reprendre le pouvoir au Liban par le biais des élections législatives de juin, d'abord en remportant une majorité confortable des sièges, qui lui permettra de choisir un président de la Chambre appartenant à ses rangs et ensuite en imposant la formation d'un gouvernement issu des élections qui, à son tour, favorisera l'élection en 2014 d'un président de la République qui lui sera proche. Nombreux sont ceux qui, au sein de ce camp, considèrent avoir commis une grave faute en acceptant de maintenir Nabih Berry à la tête du Parlement en 2005 et en 2009, estimant que sous une apparence centriste, M. Berry reste carrément dans le camp du 8 Mars. Pourtant, cette opinion ne fait pas l'unanimité au sein de l'opposition où certains pensent au contraire que Berry pourrait éventuellement prendre ses distances avec le Hezbollah et qu'il faudrait donc miser sur lui pour lui permettre de s'éloigner du 8 Mars. Face à cette approche, la conception du 8 Mars est tout à fait différente. Elle se résume à l'équation suivante: non au déroulement des élections sur la base de la loi actuelle, quitte à devoir aboutir à un report du scrutin. Il n'est pas question pour ce camp de se laisser impressionner par les exigences de la communauté internationale comme ce fut le cas au printemps 2005, lorsque le fameux accord quadripartite a été conclu à la hâte pour pouvoir organiser les législatives à la date prévue en croyant assurer un filet de sécurité au Liban, alors qu'il s'agissait en fait de donner la majorité parlementaire au 14 Mars. Le 8 Mars affirme avoir tiré cette leçon et réitère son entière confiance dans le président de la Chambre qui cherche à dénouer les blocages dans l'intérêt de tous, mais sans faire des concessions sur le fond. Ce camp affirme aussi que ni les développements en Syrie ni le début du procès devant le TSL n'auront un impact concluant sur le cours des événements au Liban, d'autant que, selon lui, en Syrie, la situation peut encore durer un an ou deux alors que le procès est entaché de nombreuses irrégularités. Le 8 Mars laisse ainsi entendre qu'avec Walid Joumblatt, il continue à avoir une majorité parlementaire et s'il est coincé, il peut l'utiliser, en ayant d'abord pris soin de calmer les appréhensions du leader druze. Mais pour ce dernier aussi, l'échéance électorale est cruciale, car elle risque d'entraîner un changement politique au Liban, même si elle ne modifie pas vraiment les rapports de force sur le terrain.

An Nahar (quotidien proche du 14-Mars)

Le président de la Chambre, Nabih Berry, a estimé que la sous-commission parlementaire chargée d'examiner la loi électorale a ouvert une brèche dans la vie politique libanaise et peut paver la voie au cheminement de la loi électorale. Selon lui, les résultats des travaux de la sous-commission peuvent aboutir à de larges éclaircies politiques si toutes les parties font preuve de bonnes intentions et savent exploiter cette occasion en or.

A la question de savoir que faut-il attendre des protagonistes, M. Berry a déclaré que «tous doivent de départir de l'attitude négative et s'ils ne parviennent pas à des points positifs, cela signifie que nous avons un manque dans notre libanité». «La sous-commission peut imaginer des idées afin d'aboutir à une loi électorale basée sur le principe que le vainqueur du scrutin n'est pas connu d'avance.»

Affirmant qu'il allait suivre de près les travaux de la sous-commission, il a assuré qu'il n'est pas opposé à la possibilité de prolonger le délai d'une semaine qui lui a été accordé pour mener à terme sa mission.

M. Berry a déclaré qu'il allait se réunir avec le président de la sous-commission, le député Robert Ghanem, avant le début des travaux, prévues le 8 janvier.

ILS ONT DIT...

Béchara Raï, patriarche de l'Eglise maronite

“Il est temps d'arrêter de jouer avec le destin des citoyens et de la patrie. Il faut aller vers la réconciliation et le dialogue. La corruption et le vol des biens publics doivent cesser.

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

“Je n'ai pas d'objection à m'entretenir avec le député Walid Joumblatt, ou une autre personnalité, parce qu'on fait face à une crise nationale. Le fait de refuser le dialogue est un crime contre la patrie et l'alternative du dialogue est le combat. Pour entamer le dialogue, il faut que la majorité convienne sur les thèmes et elle sera prête ensuite à en débattre avec l'autre partie. Le dialogue se fait entre des personnes aux opinions différentes. C'est la logique des choses. Une rencontre entre les responsables chrétiens devrait se tenir prochainement à Bkerké. Je suis prêt à entamer le dialogue avec tout le monde et cela pour parvenir à une solution.

Marwan Charbel, ministre libanais de l'Intérieur

“Il faut adopter rapidement une nouvelle loi électorale en dépit des difficultés. Si ceux qui refusent la loi de 1960 restent attachés à leur position, les élections risquent d'être reportées.

Riad Salamé, gouverneur de la Banque du Liban

“L'économie nationale va subir un ralentissement, mais il n'y aura pas de récession». La banque centrale va injecter un montant de 2 milliards de dollars sur le marché afin d'assurer une croissance de l'ordre de 3%. Ce plan pourrait compenser toute chute éventuelle de la croissance dans certains secteurs.

Le mufti Kabbani appelle à des élections fin février à Dar el-Fatwa

Le mufti de la République, cheikh Mohammad Rachid Kabbani, a annoncé lundi que l'élection du conseil supérieur chérié (haute instance représentative de la communauté sunnite) aura lieu la dernière semaine de février 2013. «Aujourd'hui est le dernier jour du conseil», a déclaré le mufti lors d'une conférence de presse au terme de sa rencontre avec l'ancien Premier ministre Sélim Hoss. «Je remercie tous les membres du conseil pour leurs efforts», a-t-il ajouté. Les élections pour le renouvellement du conseil devaient avoir lieu le 30 décembre, mais le mufti de la République avait annoncé leur report le 27 décembre. En février 2012, cheikh Kabbani avait appelé les électeurs à Beyrouth et dans toutes les régions libanaises à élire de nouveaux membres au sein du Conseil supérieur islamique, provoquant des divisions au sein de Dar el-Fatwa. Ces élections ont déjà été reportées à deux reprises depuis le début de l'année.

Cyber-manœuvres de la marine iranienne

Une unité de cyber-défense de la marine iranienne a «lancé une attaque contre le réseau informatique des forces défensives (lors de manœuvres) avec l'objectif d'infiltrer ce réseau pour y pirater des informations et y introduire des virus», a déclaré le contre-amiral Amir Rastgari cité par le quotidien officiel Iran Daily. L'attaque a été détectée et repoussée par les forces défensives, a-t-il ajouté. C'est la première fois que l'Iran évoque publiquement un exercice de guerre informatique dans le cadre de manœuvres militaires.

As Safir

Ali As-Saghir, correspondant au sud du Litani

Chanter la stabilité qui règne au Sud du Litani n'est plus de simples paroles dans l'air ou de simples communiqués de la Finul. Il s'agit désormais d'un vécu dont sont fiers tous les habitants de la région. Hier, et comme il a l'habitude de le faire tous les ans, le Hezbollah a offert un déjeuner en l'honneur des autorités religieuses chrétiennes du Liban-Sud dans un restaurant à Tyr. Le déjeuner s'est déroulé en présence de l'évêque maronite de Tyr, l'évêque Chucrallah Nabil el-Hajj, du métropolite grec-catholique, l'évêque Georges Bakhouni, du père Philippe Habib, représentant l'évêque grec-orthodoxe Elias Kfoury, de moukhtars et de chefs de municipalités, ainsi que du député Hassan Fadlallah, à la tête d'une importante délégation du Hezbollah. Dans une allocution prononcée au nom de l'évêque Kfoury, le père Habib a déclaré que le «printemps arabes s'est avéré être un automne arabe.» L'évêque Bahouni a rendu hommage au rôle du Hezbollah dans la préservation de «la convivialité entre musulmans et chrétiens», soulignant que la tradition libanaise veut que les différentes communautés participent aux fêtes religieuses de toutes et que c'est cette tradition que le Hezbollah tient chaque année à respecter. Le Hezbollah fait ainsi «vivre le Liban de l'entente, de la coopération et de la convivialité». Le député Fadlallah a de son côté précisé que l'objectif du Hezbollah est que le Liban reste calme et stable. Selon lui, la situation au Sud se résume désormais en l'équation suivante: la stabilité «sans pour autant rassurer l'ennemi», ajoutant que cette stabilité est assurée par la formule: armée-peuple-résistance. Il a estimé que les solutions au Liban exigent toujours un dialogue entre toutes les parties. Le député a répété que le Hezbollah souhaite l'adoption d'une loi électorale qui assure «un véritable partenariat avec les chrétiens au Parlement et dans les institutions».

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

L'armée arabe syrienne a poursuivi sa progression sur tous les fronts, anéantissant les groupes armés qui ont subi de lourdes pertes en hommes et en matériel. L'aéroport international de Damas est désormais entièrement sécurisé. Selon les informations, les unités militaires ont poursuivi leur prise en chasse des groupes armés dans les localités de la Ghouta orientale, alors que les positions des rebelles ont été pilonnées à Tadamoun, au Sud de Damas et dans les localités de Yalda, Bibla, Hajar el-Aswad, où des sources civiles ont fait état de nombreuses victimes dans les rangs des groupes armés. D'autres sources ont déclaré que les combats se poursuivent dans le camp de Yarmouk entre les comités populaires palestiniens et les groupes armés, ce qui rend difficile la situation humanitaire des habitants restés sur place.

A Alep, les unités chargées de la protection de l'aéroport militaire de Kweiros ont capturé quatre officiers aviateurs turcs alors qu'ils tentaient de s'infiltrer dans l'enceinte de l'aéroport, accompagnés d'un groupe armé. Cette affaire prouve que l'ingérence flagrante de la Turquie est passée de la gestion des opérations à travers des chambres d'opération au stade de l'intervention directe.

Al Akhbar

La chaîne satellitaire syrienne a diffusé de nouveaux enregistrements de conversations téléphoniques entre, selon elle, le député du Courant du futur Okab Sakr et des chefs rebelles syriens. Le journaliste syrien Rafic Lotof, spécialisé dans le démontage des trucages médiatiques diffusés par les chaînes Al-Jazeera et al-Arabiyyé, a déclaré qu'il disposait d'autres enregistrements prouvant l'implication de Sakr dans le transfert d'armes aux rebelles syriens. La télévision syrienne a diffusé 9 minutes d'enregistrements de plusieurs conversations. Certaines d'entre elles ont été diffusées dans leur intégralité et d'autres ont été découpées par Lotof, qui a promis d'en diffuser l'intégralité ultérieurement. Il est important de souligner qu'aucune des conversations entre Sakr et des chefs rebelles ne fait mention de l'acheminement d'aides alimentaires, de lait pour enfants ou de couvertures. Les enregistrements parlent de matériels de communication, d'argent et «de choses que vous n'avez jamais vues», selon les propos du député. Dans ses conversations, M. Sakr appelle à l'unification des groupes de l'opposition.